La langue sans la culture,
C'est une erreur de la nature

Mémoire présenté
par Jean-Claude Germain

Commission des Etats généraux
sur la situation et l'avenir de
la langue française au Québec

mercredi le 13 décembre 2000

J'ai écrit une pièce qui s'intitule UN PAYS DONT LA DEVISE EST JE M'OUBLIE. Je m'étais alors dit que si on avait pris le soin de se choisir une devise telle que JE ME SOUVIENS, c'est qu'on avait dû prévoir qu'on aurait des problèmes avec notre mémoire. Et les prévisions ont largement été dépassées. Maintenant, ce n'est plus le passé qu'on oublie, c'est l'avenir.

De fait, la vraie devise du Québec, c'est :LA CHARRUE AVANT LES BŒUFS. Dès le début, c'était ça et ça l'est demeuré. On était encore Français qu'on était déjà devenu Canayen. On était encore une colonie qu'on formait déjà un peuple. Et on a eu et on a toujours la fête nationale, 166 ans avant d'avoir le pays qui vient avec.

On habite une langue

On occupe un espace et un territoire. Mais avant d'habiter un pays, on habite une langue. Une langue qui définit cet espace et qui donne un sens à ce territoire. D'ailleurs, si on n'habite pas la même langue sur le même territoire et dans le même espace, il y a de grosses chances qu'à l'intérieur des mêmes frontières, on ne vive pas dans le même pays.

L'histoire, c'est la mémoire, mais la mémoire vivante de l'histoire, c'est la culture. Et à cet égard, nous devons beaucoup à Lord Durham et à son célèbre rapport de 1840, où il reconnaît notre nationalité par la négative.

Les Canadiens ne sont plus Français et même s'ils l'étaient encore, ils seraient des Français de l'ancien régime, observe-t-il. A sa grande surprise, Durham a constaté le peu de différence qui existe entre la bourgeoisie et le peuple, les instruits et les non-instruits. *Nulle part au monde, les notables exercent une telle influence sur la population*, s'étonne-t-il.

Une influence qui tient du fait qu'ils habitent tous la même langue. Ce qui n'est toujours pas le cas alors d'une grande partie de la population en Angleterre ou en France. Le Québec est le premier pays au monde à avoir parlé le français à tous les niveaux de la vie courante, 300 ans avant la France. Et ce du gouverneur à l'esclave.

Toute la culture québécoise subséquente tient dans la manière libre, démocratique, et somme toute nord américaine, que les Canayens ont choisi pour habiter le français de Louis XIV.

Les mots engendrent les réalités

Avant d'habiter un pays, donc, on habite une langue, et plus on possède de mots pour y revendiquer sa place, plus on a de chances d'y occuper tout son espace. La propriété des mots est d'engendrer les réalités, de modeler les passions et d'aiguiser les plaisirs.

Au Québec, par exemple, jusqu'à la révolution sexuelle de la fin des années soixante, ce qu'on appelle aujourd'hui la *baise*, n'occupait pas tout son espace et tout son sens. *Baiser*, dans la Belle province, signifiait donner un *bec sec*. Pour le donner humide, il fallait recourir au *french kiss* d'une autre langue, et, pour désigner l'acte amoureux, la prise de connaissance biblique, comme on disait en chaire, on faisait appel à des approximations descriptives, empruntées au vocabulaire technique des fourreurs, des bottiers, et des boulés qui ont la réputation de planter un piquet de clôture d'un seul coup.

À cette époque d'unanimité, la réalité était dominée par La Sainte Trinité. Nous avions un choix de trois en tout. Trois sortes de vins à la Commission des liqueurs :*du rouge, du blanc et du rosé*. Trois sortes de péchés en chaire *: le blasphème, l'intempérance et la luxure*; trois catégories de péchés que les prédicateurs traduisaient plus familièrement par *la sacrure, la champlure et la créature*. Pendant la retraite du carême des hommes, on laissait tomber les fioritures pour aller droit au fait : *les péchés secs, les péchés mouillés et les péchés poilus.*

C'est uniquement à partir du moment où on va *faire l'amour* plutôt que de *faire son devoir* que la notion du plaisir partagé s'est imposée comme le but et la raison d'être de l'euréka amoureux.

Nos ancêtres analphabètes

Je n'ai pas l'intention de soutenir que le plaisir ne procède que des mots, mais c'est par les mots qu'on l'affine, qu'on le raffine, qu'on l'augmente, qu'on le diversifie, qu'on le multiplie et aussi qu'on fait fructifier l'héritage de ceux qui ont pris sur eux de ne pas attendre les mots ou les diplômes, pour nous défendre, nous nourrir, nous loger, nous soigner, nous chérir et nous protéger du froid.

Ce n'est absolument pas exagéré d'affirmer qu'au Québec, nous devons tout, ou presque, à nos ancêtres analphabètes et illettrés. C'est eux qui ont arpenté le continent, couru les bois, trappé, chassé, abattu les arbres, construit les maisons, défriché, dessouché, hersé, ensemencé les champs, engrangé le foin, épluché le blé d'inde, fait boucherie, des conserves, de la tire, des bougies, cousu, tissé, forgé, cloué et pratiqué tous les métiers que le Bonyeu a inventé pour nous empêcher d'avoir des mauvaises pensées dans la morte saison. Sans oublier la centaine d'heures par semaine pour faire tourner la révolution industrielle dans les shoppes, les facteries et les manufactures.

Puis, le soir venu, c'est encore les mêmes illettrés qui ont trouvé le temps de nous faire rêver avec les mots et les métaphores de leurs contes, tout en zigonnant sur un crincrin, qui n'avait peut être pas appartenu à Stradivarius, mais qui avait assez de vif-argent dans le nerf des cordes, pour faire swinguer la baquaise comme jamais Paganini n'aurait songé à le faire, dans le coin de la boîte-à-bois.

Pour tout dire simplement, les analphabètes nous ont portagé sur leur dos jusqu'à l'aube de la présente révolution technologique. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, comme individu et comme collectivité, nous avons une dette de culture à rembourser à ceux et celles que le gouvernement de Jean Lesage a exclus de la Révolution tranquille, en les reléguant au statut humiliant de non-instruits.

Le miracle culturel québécois

Si l'analphabétisme est une honte, encore plus honteuse est celle de ceux qui feignent d'avoir oublié que nous en sommes tous issus. Certains, tout comme certaines collectivités, en sont sortis plus tôt que d'autres, ou avec plus ou moins de retard que d'autres.

En 1643, un an après la fondation de Montréal, Boston adoptait une législation qui rendait l'instruction obligatoire des enfants, sous peine d'amende pour les parents. La conséquence en a été que la Révolution américaine sera la seule révolution dans l'histoire dont la grande majorité des citoyens pourra lire sa propre Déclaration d'indépendance.

Au Québec, on a pris un recul stratégique. On a attendu jusqu'en 1943, pour adopter une législation similaire, en accusant un retard de 300 ans. Si on fait le

bilan du chemin parcouru depuis un demi-siècle, et surtout en accéléré depuis la fin des années soixante, on peut modestement parler d'un miracle culturel québécois, un miracle qui va de l'affirmation créatrice des peintres à la prise de parole des poètes, de l'éclosion de la chanson à l'apparition des cinéastes, de l'émergence d'une dramaturgie à l'invention d'un théâtre pour enfant et d'une littérature jeunesse, de l'explosion de la danse, de la musique contemporaine et de la musique actuelle jusqu'à l'arrivée inopinée du dernier venu, qui est né coiffé, le cirque.

L'alphabétisation est un dividende culturel

Dans tous les domaines de la culture québécoise, la créativité se renouvelle en permanence depuis trente ans et rien n'indique qu'un épuisement prochain de la ressource soit prévisible. Ainsi lorsqu'on apprend dans le journal qu'IL Y A ENCORE UN MILLION D'ANALPHBÈTES AU QUÉBEC, il ne faut pas y lire un constat d'échec. Aucun pays moderne n'est parvenu à alphabétiser une population en cinquante ans. Il faut prendre le diagnostic pour ce qu'il est : un rapport d'étape. IL NE RESTE PLUS QU'UN MILLION D'ANALPHABÈTES À ALPHABÉTISER AU QUÉBEC!

L'analphabétisme n'est pas uniquement un problème personnel. C'est un défi collectif et une responsabilité sociale, qui n'a été pleinement assumée, jusqu'à maintenant, que par le bénévolat des organismes communautaires. Au moment où le ministère de l'Éducation s'applique à revaloriser l'école et l'apprentissage des passions, on se doit de lui rappeler que, dans une démocratie, assurer, à chaque citoyen et citoyenne, la pleine compréhension de sa société et de sa culture, est un des devoirs prioritaires de l'État.

Dans le cas présent, c'est plus qu'un devoir, c'est une dette d'honneur. L'alphabétisation ne relève pas de la compassion charitable des nantis pour les démunis, c'est un dividende culturel auquel les analphabètes ont droit. Il ne faudrait tout de même pas oublier que sans la richesse de la culture populaire qu'ils nous ont léguée, il n'y aurait pas eu de miracle culturel québécois.

La culture n'est pas un enjeu politique

Dans le débat qui a précédé l'ouverture de la première session du premier Parlement, en 1792, Joseph Papineau père a posé la question cruciale de la reconnaissance officielle de la langue française qui est le fondement de la

différence et de l'identité de la majorité québécoise. Tant et aussi longtemps que ce problème ne sera pas résolu, la culture n'a pas été, ne sera pas et n'est toujours pas un enjeu politique. Ni au Québec, ni au Canada.

En 1957, lorsque Louis-Stephen Saint-Laurent, crée le Conseil des arts du Canada, son gouvernement ne débourse pas un sou pour le financer. Il le fait avec l'usufruit d'une cinquantaine de millions dont le ministère des Finances a hérité. Mon oncle Louis ne posera qu'une condition à son appui, il est d'accord pour créer le Conseil si on ne lui impose pas de rencontrer des danseurs de ballet.

Quatre ans plus tard, en 1961, lorsque Jean Lesage crée à son tour le ministère des Affaires Culturelles, il ne cache pas son inintérêt personnel pour la *bébelle à Lapalme*. Ce dernier remet sa démission en 1964. La lettre a été rendue publique en 1976. Dans le livre vert de Jean-Paul Lallier, le ministre fondateur du Mac, écrit noir sur blanc ce que tous les artistes avaient pressenti et continuent de ressentir à chaque nouveau dévoilement du budget. *Monsieur le premier ministre*, écrit Lapalme, *je suis seul juge quand il s'agit de refuser. Mais quand il s'agit d'accepter, je n'ai plus aucun droit. Il suffira que le Conseil de la trésorerie, après cinq minute d'étude, dise non.*

La culture est la face visible du Québec dans le monde

La priorité de la Révolution tranquille n'est pas la culture, c'est la langue. Toutes les batailles culturelles seront linguistiques pendant les années soixante et ne trouveront une résolution temporaire qu'avec l'adoption de la loi 101. Cela dit, même pour le Parti québécois qui en a été le porteur et le défenseur, la priorité politique de première ligne n'en demeure pas moins toutes les urgences du moment, sauf la culture.

Pendant ce temps-là, les créateurs n'ont pas attendu la reconnaissance de la culture pour la faire exister et l'existence d'un pays reconnu pour l'amener à sa grosseur. Fidèles à la devise secrète du Québec, ils ont mis *la charrue devant les bœufs* et accouché d'une culture avant d'avoir le pays qui vient avec.

C'est la culture qui a donné et donne une voix, un corps et un visage au Québec. Là où l'économie québécoise se doit de faire à Rome comme les Romains et dissimuler son visage derrière celui d'une filiale nationale dans chacun des pays

où elle choisit de faire des affaires, *la culture est la face visible du Québec dans le monde.*

Incidemment, si on fait le compte de ceux et celles qui dessinent les traits de ce visage dans le monde et qu'on établit leur âge moyen, on est à même de constater un fait qui pourrait fort bien en étonner plus d'un. Ils ne sont pas issus du cours classique mais des cégeps, ainsi lorsqu'on reproche à ces derniers de n'avoir produit que des décrocheurs, on pourrait rappeler qu'ils ont également été les incubateurs du miracle culturel québécois.

On ne peut pas défendre la langue sans défendre la culture

Le Québec actuel possède une richesse culturelle incomparable et jouit d'un privilège unique, celui d'être le contemporain de ses classiques. La culture québécoise n'est pas un projet ou un souvenir, elle est bien vivante, dans la fleur de son âge et au meilleur de sa forme. À l'occasion des *États généraux sur la*

s’accorder collectivement sur leur nombre, de façon à s’assurer que ce soit bien les même qui la poussaient qui se retrouveront à l’avant pour la tirer.

Présentement, les bœufs sont quatre, comme les trois mousquetaires : *le politique, l’économique, l’histoire*, qui est la mémoire des deux premiers, et *la culture* qui est la vision, la gestation et la mise en œuvre de l’avenir. Des quatre bovins, c’est le seul qui n’est pas myope et le seul qui sait voir l’avenir là où ses trois compagnons de trait se contentent du futur.

On ne saurait trouver une meilleure occasion que ces États généraux pour lancer un cri d’alarme : L’AVENIR EST FATIGUÉ! Si *le politique, l’économique et l’histoire* ne reconnaissent pas *la culture* comme *un besoin premier et un service essentiel* de la société, au même titre que la santé, l’enseignement du français, et l’enlèvement de la neige, la culture ne sera plus en mesure de budgéter le miracle en permanence et d’assurer le service essentiel qu’elle rend à la société québécoise, celui d’être la garantie de sa singularité, de sa souveraineté et de sa liberté.

La langue sans la culture n’est pas seulement une erreur de calcul, c’est une erreur de la nature. Si *rien n’est plus certain que l’avenir*, comme l’a écrit Walt Whitman, la seule certitude pour la langue française au Québec, c’est la culture québécoise.

Jean-Claude Germain
Montréal, le 13 décembre 2000